

Langues africaines et édition de livres pour enfants

Le 13 February 2012

Par **Aliou Sow**, consultant en éducation

« Un défi culturel, technique et économique pour les éditeurs » : Aliou Sow, ancien président du Réseau des éditeurs africains (APNET) situe l'édition jeunesse en langues africaines dans les débats actuels entre éditeurs et, plus largement, dans les débats stratégiques et éducatifs, décisifs pour le sort de cette édition. Il en résume l'état des lieux et se penche sur les enjeux et les perspectives pour toute la chaîne du livre.

Point de repère : la Conférence régionale de Nairobi sur les livres en Afrique

La conférence régionale, organisée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique ([ADEA](#)), à travers son groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs (GTLME), tenue du 3 au 5 octobre 2011 à Nairobi, au Kenya, aura été une occasion privilégiée pour parler de l'édition en langues africaines. Axée sur le développement du livre en Afrique, cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de la Triennale de l'ADEA, prévue en février 2012, à Ouagadougou, au Burkina Faso, sur le thème "Promouvoir les connaissances, compétences et qualifications critiques pour le développement durable de l'Afrique : comment édifier et concevoir une réponse efficace des systèmes d'éducation et de formation ?". Elle a réuni une soixantaine de participants représentant les différentes composantes de la chaîne du livre (écrivains, éditeurs, imprimeurs, libraires, bibliothécaires), ainsi que les ministères de l'Éducation, les associations professionnelles et les partenaires techniques et financiers.

Forum pour le dialogue sur les politiques éducatives en Afrique, l'ADEA agit comme catalyseur de politiques et de pratiques porteuses à travers la mutualisation des réflexions, des expériences, des apprentissages et des savoirs. L'un de ses principaux objectifs est d'encourager les échanges et de renforcer les liens entre ministères de l'Éducation et agences de développement en Afrique.

Partant du fait que les manuels et les autres matériels éducatifs complémentaires jouent un rôle essentiel dans l'acquisition des savoirs et des compétences critiques, notamment dans l'apprentissage tout au long de la vie et le monde du travail, la Conférence a servi de forum de dialogue pour les participants en vue d'explorer les contraintes et opportunités liées au développement du livre en Afrique et préconiser des pistes d'engagement pour le futur.

Parmi la douzaine de présentations thématiques enregistrées, on peut citer :

- la nécessité et la place des matériels de lecture en langues africaines comme moyen de préservation de la culture africaine et pour l'éducation tout au long de la vie ;
- le lien entre l'édition et la culture africaine (en tant que continuité de la [Charte de la renaissance culturelle africaine](#) établie par l'Union africaine à Khartoum en 2006) ;
- le défi de la mise en place des politiques nationales du livre ;
- l'édition scolaire rentable et les défis futurs du numérique ;

- le rôle des bibliothèques et des bibliothécaires dans la promotion du livre et de la lecture.

À noter, l'invitation faite à des femmes auteures et éditrices, actrices de premier plan en Côte d'Ivoire (Marie-Agathe Amoikon des Éditions Eburnie), en Tanzanie (Elieshi Lema, de E & D Publishing) et au Togo (Tchotchoc C. Ékué des Éditions Graines de pensées) d'exposer le rôle central qu'elles jouent dans le développement du livre de jeunesse en particulier.

L'introduction des travaux par un thème portant sur « Les matériels de lecture en langues africaines dans le processus d'acquisition des compétences critiques tout au long de la vie » n'est certainement pas fortuite. Ce choix démontre l'importance accordée à ces langues pour le développement social et culturel durable du continent. C'est pourquoi les sujets relatifs à la place et au rôle éducatif de ces langues, aux manuels scolaires et autres matériels de lecture, aux ressources numériques furent transversalement abordés dans les travaux.

Certes, la majorité des enfants africains ne lisent pas dans leurs langues car elles ne sont pas enseignées à l'école. Mais, on sait bien qu'un enfant qui lit, écrit et apprend dans sa langue maternelle, dès les premières années de sa scolarité, acquiert des bases solides pour son développement intellectuel et social futur. Comment alors ne pas questionner le rapport des décideurs politiques aux langues nationales, des indépendances à ce jour, tant ce rapport est demeuré à la fois ambigu et inconstant, tandis que celui avec les langues de l'ancien colonisateur ne souffre d'aucun doute ?

Plusieurs pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Ghana, le Kenya ou le Sénégal, par exemple, ont introduit des langues nationales comme vecteurs de l'enseignement de base, sous différentes appellations : écoles expérimentales, écoles bilingues, écoles satellites, écoles pilotes bilingues, etc. Mais tout ceci, au-delà des besoins expérimentaux, pourrait « politiquement » dire que ces langues ne sont pas encore le fait de l'école régulière.

Des lueurs d'espoir se profilent néanmoins, çà et là en Afrique de l'ouest francophone notamment, sur la base du succès rencontré par des pays comme le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal et le Tchad dans leurs expériences d'éducation bilingue au primaire, et qui pousse d'autres gouvernements à leur emboîter le pas, comme cette décision du Conseil des ministres de la Guinée du 21 avril 2011 portant sur la réintroduction des langues nationales dans les programmes d'enseignement dès la rentrée scolaire 2012-2013 au niveau des deux premières années du primaire. À suivre...

Au titre des résultats de la Conférence de Nairobi, les participants ont fait des recommandations pertinentes adressées aux différentes parties prenantes du domaine du livre et qui peuvent être résumées à ce qui suit, en relation avec le thème de cet article :

- au niveau politique : la formulation et l'adoption, dans les meilleurs délais, de politiques nationales du livre, en articulation avec les politiques éducatives et linguistiques, favorables à l'émergence d'une industrie locale du livre, le soutien à la constitution de sociétés de lecteurs par une amélioration des programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation pour les jeunes et les femmes en vue de créer un environnement lettré viable et accorder une place aux langues nationales comme langues de travail et d'enseignement, etc.
- au niveau de la création, de la production, de la distribution et de la lecture : l'engagement des éditeurs et des autres acteurs de la chaîne du livre, surtout les écrivains, les libraires et les animateurs des réseaux de lecture, à bien positionner et valoriser les publications en langues nationales, afin de favoriser par tous les canaux disponibles l'émergence d'habitudes de lecture dans la société. À cela, il faut ajouter nécessairement le renforcement des capacités des acteurs tout au long de la chaîne du livre, le recours maîtrisé aux nouvelles technologies dont l'édition électronique, les stratégies rentables de traduction et de coédition, ainsi que le respect du droit d'auteur.
- au niveau du renforcement des capacités : la formation de rédacteurs, y compris d'écrivains en langues nationales, de spécialistes d'édition, d'imprimeurs, de libraires et de bibliothécaires, s'impose afin de mieux valoriser des savoir-faire pour un livre abordable et de bonne qualité.

Les détails de ces recommandations, surtout celles relatives aux manuels scolaires et aux autres matériels de lecture, seront présentés lors de la Triennale de l'ADEA à Ouagadougou pour alimenter le dialogue politique et attirer l'attention des Ministres africains de l'Éducation et de leurs partenaires sur les enjeux du développement du livre, défi majeur de la qualité de l'éducation en Afrique.

L'édition pour enfants en langues africaines aujourd'hui

La situation de l'édition africaine de jeunesse en langues nationales est à la fois liée au sort de l'édition générale et à celui des langues nationales. Résumons l'état des lieux en quelques points saillants :

- très peu d'éditeurs publient dans les langues africaines ;
- le nombre de locuteurs sachant lire et écrire dans ces langues est réduit ;
- il y a une faible disponibilité de livres et autres matériels de lecture dans ces langues ;
- les ouvrages existants, peu suffisants et souvent de faible qualité, ne sont pas pris en compte par les réseaux traditionnels de distribution et de lecture ;
- il n'y a pas de véritable culture de la lecture.

Cependant, sur les plans politique et stratégique, certains repères sont à rappeler, entre autres : les résolutions des différentes conférences internationales sur les langues africaines (OUA/ UA, Unesco, OIF, etc.) ; les conventions signées par les États sur le patrimoine culturel immatériel (Unesco) ; la déclaration de l'Union africaine sur le potentiel de la diversité linguistique africaine à travers la Charte pour la renaissance culturelle africaine adoptée par l'Union africaine (Khartoum, 2006) ; la conférence de l'Union africaine tenue à Arusha en 2009 ayant mis l'accent sur la production de matériel d'éducation et de formation en langues nationales ; les programmes de soutien en faveur des langues partenaires dont l'initiative [ÉLAN-Afrique \(Ecole et langues nationales en Afrique\)](#) (OIF/ AUF/ MAEE/ AFD) qui vise à accompagner des pays d'Afrique francophone dans le développement d'une éducation de qualité au primaire et à faciliter l'implantation d'un enseignement bilingue alliant langues nationales et français pour tous les enfants, surtout ceux vivant en zones rurales.

Publier des livres pour enfants dans les langues nationales est un défi culturel, technique et économique pour les éditeurs, si l'on considère simplement le fait que l'Afrique Subsaharienne dispose de la population la plus jeune au monde, avec plus de 130 millions d'enfants en dessous de six ans et des taux élevés d'analphabétisme. Selon l'UNESCO, 56 millions d'enfants n'auront toujours pas accès à l'éducation en 2015 et des millions d'autres quitteront l'école sans avoir acquis les compétences de base pour ne pas retomber dans l'analphabétisme.

Le problème de la rentabilité économique est très souvent cité comme obstacle. Cependant, il faut reconnaître que plusieurs stratégies s'offrent aux éditeurs pour rentabiliser les productions en réalisant des économies d'échelle sur les grandes langues transfrontalières (hausa, kiswahili, mandingue, pular, etc.), mais aussi en faisant des coéditions et des codistributions dans le livre de jeunesse plus porteur sur les ventes et dans les langues à faible potentiel. L'on se souviendra aussi de la stratégie de certains petits éditeurs d'Afrique de l'ouest qui, malgré un environnement économique hostile, se sont engagés dans ce secteur en réinvestissant les fruits de l'édition en français des manuels scolaires (Ganndal, Jamana, Edilis, Asselar, etc.).

Même si la frilosité des éditeurs à publier dans les langues nationales persiste, on ne peut pas nier que leur engagement a beaucoup évolué, surtout au cours de la décennie écoulée. Cet élan a été davantage motivé par l'évolution de la production de manuels scolaires dans ces langues (Afrique du Sud, Burkina Faso, Ghana, Mali, Namibie, Mozambique, Tanzanie, Sénégal, etc.) et par l'intensification des programmes d'alphabétisation.

De leur côté, les organisations professionnelles régionales comme l'[APNET](#) et [Afrilivres](#) mettent de plus en plus d'intérêt sur l'édition en langues africaines, comme voie d'avenir, dans leurs programmes de lobbying institutionnel et de renforcement des capacités des membres.

Quelques perspectives à court et moyen termes

Au niveau de la création

Si des initiatives sont notées au Burkina Faso, par exemple, pour former les auteurs de manuels scolaires en langues nationales afin de parfaire leur capacité à produire des contenus didactiques et de lecture aussi bons que ceux en français, il reste beaucoup à faire pour aider les auteurs de textes pour enfants à perfectionner leur art. Pour ces derniers, qu'ils soient néoalphabétisés, auteurs scolaires, traducteurs ou autre, il convient de les former afin d'améliorer la lisibilité et la qualité des écrits. S'ajouteront d'autres approches incitatives comme la standardisation des alphabets, les prix, les concours littéraires, les événements promotionnels de tous genres et la protection des droits d'auteur en langues nationales. Ces mesures sont importantes dans la mesure où le riche potentiel des traditions orales (contes, légendes, devinettes, épopées, etc.) constitue un terreau fertile pour ces écrivains et conduira les jeunes à davantage s'intéresser à leur culture, ainsi qu'à acquérir et maintenir des habitudes de lecture dans leurs langues maternelles.

Au niveau de la production éditoriale et de la distribution

De nos jours, la production éditoriale n'est plus l'apanage des seuls éditeurs dans la mesure où des éditions de bonne qualité se font par le biais des ONG d'alphabétisation, ce qui diversifie les sources d'approvisionnement et les genres littéraires. Au niveau des synergies collaboratives, la preuve est déjà donnée par les éditeurs anglophones à travers des pratiques de partage de livres en langues transfrontalières entre le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. Des possibilités similaires s'offrent aux éditeurs francophones dans les langues transnationales comme le pular, le mandingue, le hausa, le kiswahili, etc., en vue d'une plus large ouverture de marché.

Grâce aux apports de la coopération allemande (InWent) pour la formation des éditeurs du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger, du Mali et du Sénégal aux techniques de publication en langues nationales dans le cadre de la mise en place de la collection « Éditer en Afrique », une capacité éditoriale certaine s'est développée. Ces éditeurs (Alpha, Anaclac, Ared, Donniya, Édilis, Ganndal, Jamana, Tin Tua) constituent un bassin significatif pour une production littéraire de qualité dans le domaine du livre de jeunesse. La question à poser est : à quand les premières collections transnationales de livres pour enfants en langues africaines, à l'image de celles en français « Case à palabres », « Libellule », « Serin », « Nimba » et tant d'autres ? La question est d'importance, car ce genre de livres se vend bien : il éveille un grand intérêt chez les enfants.

Un défi majeur réside cependant aussi dans la capacité des éditeurs à utiliser les ressources du numérique, du livre électronique jusqu'au téléphone cellulaire dont l'essor sur le continent peut servir de puissant outil de lecture en langues nationales (l'expérience « Kontax » a été tentée en Afrique du Sud, en 2010, en anglais et en xhosa). Des technologies novatrices alliant l'énergie solaire, Internet et le téléphone portable se profilent pour pouvoir toucher le large public urbain et rural, et la faculté de conversion des claviers et l'accès aux logiciels libres n'en sont que d'autres facteurs favorisant.

En ce qui concerne les mécanismes de financement, il faut saluer les initiatives qui se développent tant au niveau national (fonds d'aide au livre) qu'international, comme le Fonds de garantie des industries culturelles – FGIC, une initiative OIF/CEDEAO mise en place pour faciliter le financement des entreprises et projets culturels dans quinze pays d'Afrique de l'ouest et qui pourrait profiter aux éditeurs en langues africaines pour l'accès au crédit.

Au niveau de la promotion

Là se trouve le nœud de la situation. Car beaucoup reste à faire pour assurer une bonne visibilité aux livres en langues africaines tant en matière de distribution que de placement en bibliothèque. La promotion de ces livres ne doit en aucun cas les faire considérer comme des « produits de seconde zone » mais devrait obéir aux mêmes canaux traditionnels utilisés pour les publications dans les langues européennes.

Des solutions alternatives existent comme l'ont prouvé les événements littéraires organisés lors de la 13^e édition de la Foire internationale du livre de Dakar (FILDAK), tenue du 17 au 22 décembre 2011, et qui constituent un bon exemple à suivre. En effet, la consécration d'une journée spécifiquement dédiée aux langues nationales, animée par les écrivains, éditeurs et ONG qui s'y intéressent, a retenu l'attention et le public, surtout les jeunes élèves, a très positivement réagi aux séances de lecture de poèmes, contes et devinettes dans les langues sénégalaises. La journée qui a été menée avec enthousiasme par la dynamique Union sénégalaise des écrivains en langues nationales (UESLAN), alliant l'exposition des livres et la présentation d'œuvres majeures, a connu la participation d'auteurs en langues nationales de renom comme Cheik Aliou N'Dao, Arame Fall et Adramé Diakhaté, entre autres.

Sur le plan régional, soulignons l'initiative portée par [l'Académie africaine des langues](#) (ACALAN) qui a réussi à intégrer les publications en langues nationales dans le concours du Prix de l'excellence de la CEDEAO dont la remise des prix aux lauréats a eu lieu en septembre 2011 à Bamako. Cette perspective promotionnelle est importante pour une prise en compte effective des livres pour enfants dans ces langues. De même, l'OIF organise le [Prix Kadima des langues africaines et créoles](#).

En plus de telles initiatives événementielles, la promotion des livres en langues doit recourir à des approches innovantes, telles que les stratégies de marketing commercial intégré susceptibles de créer un effet d'osmose

entre les livres publiés, les sketches théâtraux et les feuilletons télévisés locaux très prisés par les jeunes, à travers une bonne politique de traduction/adaptation. Dans un sens ou dans l'autre, il faudra produire des ouvrages à contenus attractifs, bien illustrés et à prix abordables. Cela implique de la part des éditeurs de pouvoir passer d'une approche centrée sur le produit vers une approche centrée sur la clientèle.

Au niveau des réseaux de lecture

La famille, l'école, les bibliothèques, les centres d'alphabétisation et toutes les autres opportunités communautaires doivent contribuer à l'instauration d'un environnement favorisant la lecture et le goût du livre. Il s'agit là d'un impératif éducatif et culturel, pour éviter la disparition progressive de certaines langues et donner des opportunités d'apprentissage qui rendent les populations aptes à participer pleinement à des activités économiques susceptibles de contribuer à la transformation qualitative de leur niveau de vie et de se tirer de la pauvreté.

Que dire, en guise de conclusion, sinon que tous les espoirs sont permis, même si des efforts conséquents sont à faire pour une meilleure production dans les langues locales, tant en qualité qu'en quantité ? Cela doit se coupler avec un réseau d'auteurs compétents, une disponibilité de financements, sans oublier la nécessité d'un environnement politique et économique basé sur de bonnes politiques nationales du livre et un solide partenariat public/privé. La finalité est la création d'un environnement lettré solide favorisant la lecture pour le plus grand nombre d'enfants africains.

Enfin, il faut souligner la nécessité de revaloriser et dynamiser les instruments collectifs comme le GRAPELA (Groupe d'action pour la promotion de l'édition en langues africaines), créé sous la houlette des Éditions Ganndal de Guinée et regroupant des éditeurs, des ONG et des organismes d'alphabétisation de la région ouest-africaine depuis plus d'une décennie. L'objectif est de mobiliser les acteurs et les partenaires des ministères de l'Éducation et de la Culture pour une approche synergique plus coordonnée et, ainsi, mieux répondre aux besoins des professionnels et aux aspirations des lecteurs.

Pour aller plus loin

Aliou Sow est Consultant en éducation, spécialiste des manuels scolaires. Il a créé les Éditions Ganndal en Guinée, a été président du Réseau des éditeurs africains (APNET) et coordonne les activités du GRAPELA (Groupe d'action pour la promotion de l'édition en langues africaines).
